



REGLEMENT DE CONSULTATION (RC)

CONSULTATION N° 2025-005

PRESTATIONS DE CONSERVATION-RESTAURATION DES ŒUVRES D'ART DES COLLECTIONS DU CENTRE NATIONAL DES ARTS PLASTIQUES ET PRESTATIONS ANNEXES

Accord-cadre à bons de commandes

Marché public passé selon la procédure formalisée ouverte au sens de l'article L.2124-2 du Code de la commande publique.

DATE LIMITE DE RÉCEPTION DES OFFRES :

22 MAI 2025 à 10h30

Publication sur www.marches-publics.gouv.fr

N° de référence : 2025-005

La transmission du dossier se fait uniquement par voie électronique

Remarque importante :

Il est fortement recommandé aux opérateurs économiques de s'inscrire et de s'identifier préalablement sur la plateforme Place des marchés publics de l'État afin de recevoir les alertes et compléments d'informations qui pourraient être apportés.

Sommaire

Article 1 - Identification de la personne publique contractante	3
Article 3 – Objet et forme du marché	4
Article 4 – Déroulement de la procédure	5
Article 5 – Contenu du DCE.....	6
Article 6 – Contenu des plis – candidatures et offres	6
Article 7 – Critères de jugement des offres.....	8
Article 8 – Renseignements sur la remise des candidatures et offres.....	9
Article 9 – Renseignements complémentaires.....	10
Article 10 - Compréhension du dossier.....	10

Article 1 - Identification de la personne publique contractante

Personne publique contractante – pouvoir adjudicateur :

Centre national des arts plastiques
189, rue d'Aubervilliers
CAP 18 – bâtiment 6 – voie D – porte 25
75018 PARIS
www.cnap.fr

Représentante du Cnap :

Béatrice Salmon, Directrice

Responsables du marché :

Aude Bodet
Cheffe du pôle collection
Pôle collection
Centre national des arts plastiques
Courriel : aude.bodet@cnap.fr

Florence Cosson
Cheffe du service
Conservation préventive et restauration
Pôle Collection
Centre national des arts plastiques
Courriel : florence.cosson@cnap.fr

Justine Bohbote
Adjointe à la cheffe de pôle
Pôle collection
Centre national des arts plastiques
Courriel : justine.bohbote@cnap.fr

Ci-après désigné : "le Cnap"

Type de pouvoir adjudicateur : Etablissement public d'État à caractère administratif

SIRET : 180 046 054 00201

Activité principale :

Le Centre national des arts plastiques est un établissement public du ministère de la Culture.

En application du décret 2015-463 du 23 avril 2015, le Centre national des arts plastiques (ci-après désigné « le Cnap ») acquiert et gère les œuvres et objets d'art de la collection de l'État dont il assure la conservation et la diffusion.

Dans ce cadre, l'établissement a pour missions :

- de soutenir et de promouvoir la création artistique dans ses différentes formes d'expression des arts plastiques et visuels, y compris la photographie, les œuvres sonores et numériques, les arts graphiques ainsi que, dans le champ des arts appliqués, le design, le design graphique et les métiers d'art ;
- de concourir à l'enrichissement et à la valorisation du patrimoine artistique contemporain de l'État par des acquisitions et commandes d'œuvres principalement d'artistes vivants et par la diffusion de celles-ci au profit d'institutions culturelles, publiques ou privées, en France et à

l'étranger, dont la mission est de promouvoir et faire connaître les œuvres d'art auprès du public ;

- d'inventorier, de conserver, protéger, restaurer, prêter et déposer pour le compte de l'État les œuvres et les objets d'art inscrits sur son inventaire;
- de contribuer, pour la création contemporaine, à la valorisation et à la transmission des techniques anciennes des métiers d'art et à l'application des technologies et matériaux nouveaux ;
- d'apporter son soutien aux artistes plasticiens et aux professionnels du secteur de l'art contemporain ainsi qu'au développement de leurs activités ;
- de mettre en œuvre des actions de recherche scientifique sur la collection ainsi que des actions de formation, d'information et de sensibilisation du public et des professionnels dans son domaine d'activité.

Le présent marché s'inscrit dans le cadre de la politique de conservation-restauration du Centre national des arts plastiques. Il décrit les principales interventions de conservation - restauration et les prestations annexes attendues pour la collection.

Article 2 – Présentation générale du marché

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de conservation-restauration des œuvres d'art du Cnap et des prestations annexes.

Cet accord-cadre est à bons de commandes en fonction des besoins du Cnap en matière de conservation-restauration d'œuvres d'art.

La description des prestations à réaliser et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le document intitulé « cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ».

Article 3 – Objet et forme du marché

Accord-cadre à bons de commande, mono-attributaire à des prestations de conservation-restauration des œuvres d'art des collections du Centre national des arts plastiques (Cnap).

Référence du marché : 2025-005

Prestations divisées en lots :

Non ☐
Oui ☒

Le marché est composé des 5 lots suivants :

- Lot n°1 : SCULPTURES ET ŒUVRES EN 3D
- Lot n°2 : PEINTURES
- Lot n° 3 : ARTS GRAPHIQUES
- Lot n°4 : PHOTOGRAPHIES
- Lot n°5 : CADRES

Forme du marché :

S'agit-il d'un accord-cadre à bons de commande ?

Non ☐

Oui ☒

Montant maximum par lot pour la durée initiale du marché : 2,5 M€ HT.

Lot 1 Sculptures et œuvres 3D : 830 000 € HT

Lot 2 Peinture : 750 000 € HT

Lot 3 Arts graphiques : 460 000 € HT

Lot 4 photos : 335 000 € HT

Lot 5 cadres : 125 000 € HT

Le montant maximum total est de 2,5 M€ HT.

Montant estimatif de consommation par lot pour la durée initiale du marché :

Lot 1 Sculptures et œuvres 3D : 500 000 € HT

Lot 2 Peinture : 450 000 € HT

Lot 3 Arts graphiques : 275 000 € HT

Lot 4 photos : 200 000 € HT

Lot 5 cadres : 75 000 € HT

Le montant estimatif de consommation total prévu à 1,5 M € HT.

Ces montants estimatifs de consommation ne peuvent en aucun cas engager le Cnap sur un minimum de consommation. Le présent accord-cadre cessera automatiquement de produire ses effets lorsque ce montant maximum aura été atteint, quelle que soit la durée prévue initialement par l'acheteur.

Prix : les prix sont unitaires sur la base du BPU du titulaire, ils font l'objet d'une révision annuelle à compter de la deuxième année de notification. Les prix sont en euros et payés sur un compte acceptant les devises en euros. Les taux et les frais éventuels de change sont à la charge du titulaire.

S'agit-il d'un marché à tranches ?

Non ☒

Oui ☐

Type de marché : Marché de services

Catégorie de services : Œuvres d'art pour chacun des lots

Code CPV : 92311000-4

Lieux principaux d'exécution des prestations : Île-de-France et régions

Durée de l'accord-cadre : Trente-six (36) mois à compter de la notification, renouvelable une (1) fois par reconduction tacite pour une période de douze (12) mois dans la limite de quatre (4) ans pour chacun des lots. Le titulaire du lot ne pourra refuser la reconduction.

Variantes : Les variantes ne sont pas autorisées.

Type de procédure : Procédure d'appel d'offres « ouvert » selon les dispositions des articles L2124-2, R2124-2, R2161-2 à R2161-5 du Code de la Commande Publique.

Délai minimum de validité des offres : cent-vingt (120) jours à compter de la date limite de réception des offres.

Article 4 – Déroulement de la procédure

En application des articles R2143-5 à R2143-15 du Code de la Commande Publique, pourront notamment être éliminés :

a) les candidats qui n'auront pas fourni l'ensemble des déclarations, certificats ou attestations demandés dûment complétés, datés et signés dans le délai imparti ;

b) les candidats dont les niveaux de capacités professionnelles, techniques et financières seront jugés insuffisants, après analyse des éléments fournis dans le dossier de candidature.

Si le Cnap constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander aux candidats retenus de les produire ou de les compléter dans un délai fixé dans sa demande et qui ne saurait excéder 10 jours. Passé ce délai, la candidature sera considérée comme irrecevable.

Modalité d'examen des dossiers :

Les dossiers de candidature avec leur offre seront ouverts dans la durée limite de la validité des offres (120 jours).

Il pourra être demandé aux candidats de fournir des informations complémentaires si des éléments sont manquants dans les dossiers avant ou après la réunion de la commission d'ouverture des offres. Une commission d'appel d'offre sera constituée d'agents désignés par la directrice du Cnap.

Adresse :

Centre national des arts plastiques
189, rue d'Aubervilliers
CAP 18 – bâtiment 6 – voie D – porte 25
75018 PARIS
www.cnap.fr

Article 5 – Contenu du DCE

Il comprend le présent règlement de la consultation (RC), l'acte d'engagement (ATTRI1) et son annexe financière (BPU), le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Pièce générale : le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

Les informations relatives au Centre national des arts plastiques (Cnap) communiquées dans le DCE ont un caractère de confidentialité qui doit être respecté par les soumissionnaires. Elles ne devront pas être utilisées par le soumissionnaire à d'autres fins que la réponse à la consultation.

Article 6 – Contenu des plis – candidatures et offres

Est autorisée à candidater toute structure à jour de ses obligations sociales et fiscales habilitée à délivrer des factures (travailleur indépendant ou société).

Les dossiers et l'ensemble des documents sont rédigés en langue française.

Les dossiers sont déposés sur la plateforme *Place* dans la limite du délai demandé et doivent contenir les pièces suivantes conformément au Code de la Commande Publique :

1. Le formulaire DC1 (lettre de candidature) ou équivalent mentionnant la composition du groupement le cas échéant et comportant la déclaration sur l'honneur prévue par l'article R.2143-3 du Code de la Commande Publique attestant que le candidat ne fait pas l'objet d'une condamnation pénale constitutive d'une interdiction de soumissionner en application des articles L.2141-1 à L.2141-5 du Code de la Commande Publique ;
2. La déclaration du candidat (DC2 ou équivalent) pour préciser et notamment justifier :
 - L'identification du candidat (situation juridique) ;
 - Le chiffre d'affaires global réalisé au cours des trois derniers exercices disponibles ;

- En cas de groupement un DC2 par membre.
3. Les documents relatifs aux pouvoirs de la personne habilitée pour engager l'entreprise ;
 4. Les certificats de moins de 6 mois délivrés par l'administration fiscale attestant la souscription des déclarations et les paiements correspondants aux impôts et taxes et par l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions attestant de la fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale (au titre de l'article L243-15 du Code de la sécurité sociale) ;
 5. Un extrait du registre pertinent attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionné à l'article L.2141-3 du CCP (exemple : extrait K bis ou document équivalent), datant de moins de 3 mois. Une copie du ou des jugements prononcés lorsque le candidat est en redressement judiciaire ;
 6. Le candidat établi à l'étranger produit les documents ou certificats équivalents délivrés par les administrations et organismes de son pays d'origine ou d'établissement ;
 7. L'acte d'engagement (ATTRI1 ou AE) et son annexe financière (bordereau des prix unitaires – BPU), complétés, signés et datés ;
 - Les coordonnées bancaires sont inscrites dans l'acte d'engagement (ATTRI1)
 - Un RIB est joint à l'ATTRI1.
 8. Un mémoire technique, reprenant :
 - Les critères énoncés à l'article 7 du présent règlement de consultation avec les explications et justificatifs des dispositions que le candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations, et qui permettra d'apprécier ses capacités à assurer les missions faisant l'objet de l'accord-cadre. **Le candidat devra se référer à la trame proposée en annexe.**
 - Le cadre de réponses relative au critère développement durable.
 - Des références précises (date, nom de la structure, contacts, description détaillée des prestations quant à leur volume et leurs spécificités) des trois dernières années pour des prestations similaires. Le descriptif devra préciser en quoi l'expérience est transposable au Cnap.

Chacun des documents déposés sur place devra être en pdf et nommer le nom du candidat.

Les formulaires (DC1, DC2) sont disponibles à l'adresse :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les critères de sélection des candidatures sont les suivants :

- Adéquation des capacités professionnelles à l'objet de l'accord-cadre : références, qualifications professionnelles tels que demandés dans le CCTP ;
- Adéquation des capacités techniques à l'objet de l'accord-cadre : moyens matériels et humains ;
- Adéquation des capacités financières à l'objet de l'accord-cadre : chiffre d'affaires (montant et évolution sur les 3 dernières années).

Attention : si un candidat ne dispose pas des capacités professionnelles nécessaires à l'exécution de l'accord cadre, le fait de sous-traiter l'exécution à un conservateur-restaurateur habilité ne permet pas de rendre son offre régulière.

Article 7 – Critères de jugement des offres

Le Cnap choisira l'offre économiquement la plus avantageuse, appréciée en fonction des critères énoncés ci-dessous avec la pondération indiquée :

Critères	Pondération
1 – Critères techniques	60 points /100
<u>Sous-critère 1</u> : Méthodologie pour la prise en charge des œuvres	20 points
<u>Sous-critère 2</u> : Composition et compétence de l'équipe dédiée à l'exécution de l'accord-cadre.	20 points
<u>Sous-critère 3</u> : Organisation et logistique	15 points
<u>Sous-critère 4</u> : Appréciation qualitative de l'équipement pour l'exécution des prestations	5 points
2 – Développement durable	10 points/100
3 – Prix	30 points /100

Une commission d'appel d'offre procédera à l'évaluation des offres des opérateurs économiques.

Modalités de calcul des notes et pondération :

a) Critère n° 1 : Note technique (noté sur 60 points/100)

- **Pour le sous-critère n°1 : Méthodologie pour la prise en charge des œuvres**

Noté sur 20 points :

- Note sur 10 points : Méthodologie générale dans le cadre d'une intervention de conservation - restauration (établissement d'un diagnostic et d'un protocole de traitement argumenté, dialogue autour de la proposition et tout au long de l'intervention, méthodologie pour respect des délais).
- Note sur 10 points : Présentation de 2 rapports (maximum) de restauration récente sur des œuvres de musées de France ou équivalent, hors collection Cnap en rapport avec le lot choisi. À défaut le candidat pourra fournir un rapport type. Seront pris en compte dans le jugement la clarté et la pertinence du contenu (constats d'état, produits utilisés, les différentes interventions ...). En cas de groupement, un des rapports fournis doit avoir été effectué par le mandataire.

- **Pour le sous-critère n°2 : Composition et compétence de l'équipe dédiée à l'exécution de l'accord-cadre**

Noté sur 20 points :

- Noté sur 13 points : Qualifications et expériences de l'équipe dédiée (diplômes, CV détaillé...)
- Noté sur 7 points : Capacité à s'entourer de renforts ou de professions autres que conservateur – restaurateur pour répondre aux besoins spécifiques du lot

- **Pour le sous-critère n°3 : Organisation et logistique**

Noté sur 15 points :

- Noté sur 10 points : Constitution de l'équipe en fonction du projet de restauration et désignation du mandataire et de son adjoint pour le suivi de chaque projet.
- Noté sur 5 points : Organisation du temps de travail et des phasages éventuels, capacité à produire un planning prenant en compte plusieurs opérations simultanées, les urgences et les traitements de masse.

- **Pour le sous-critère n°4 : Équipement, sûreté sécurité et conservation**

Noté sur 5 points :

- Sur 5 points : Appréciation qualitative de l'équipement pour l'exécution des prestations : équipement disponible dans les ateliers des membres de l'équipe (pour le lavage, l'aspiration, le doublage, le traitement d'œuvre de grand format, etc.). Appréciation sur les conditions de sûreté sécurité et de conservation des ateliers des restaurateurs.

b) Critère n°2 : Développement durable (Noté sur 10 points/100) :

- Noté sur 10 points : Aptitude du candidat à limiter l'emploi de produits toxiques, à en gérer les stocks (informations sur les procédures d'élimination, etc.), capacité à travailler en circuit court, utilisation de matériaux biosourcés, réemploi de matériaux et matériels...

c) Critère n°3 : Prix (noté sur 30 points/100) :

Comparaison des prix indiqués au BPU sur la base des lignes obligatoires à remplir.

Attribution

L'attribution de chacun des lots se fera au candidat ayant reçu la meilleure note à l'issue du classement et ayant fourni l'ensemble des documents demandés.

Dans l'hypothèse où les documents ne seraient pas remis dans les 10 jours suivant la demande, le Cnap fera appel au soumissionnaire suivant dans la liste de classement.

Article 8 – Renseignements sur la remise des candidatures et offres

La transmission du dossier se fait par voie électronique via la plateforme *Place* à l'adresse www.marches-publics.gouv.fr, avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

L'attention des candidats est attirée sur les délais, parfois non négligeables, de chargement et de chiffrement de leur pli sur la plateforme. Les intéressés prendront les précautions nécessaires pour déposer leur pli dans le respect de la date et de l'heure de remise des offres.

COPIE DE SAUVEGARDE

Le candidat a la possibilité d'adresser une copie de sauvegarde de son dossier sur support papier ou physique électronique (clé USB ou CD-ROM) dans une enveloppe cachetée comportant la mention :

Pôle de l'Administration Générale – Centre national des arts plastiques
Entreprise : ...
n° du marché : 2025-005
Copie de sauvegarde
NE PAS OUVRIR

Le candidat qui effectue à la fois une transmission électronique et à titre de copie de sauvegarde doit faire parvenir cette copie dans les délais impartis pour la remise des plis.
Conformément à l'article 7 de l'arrêté du 14 décembre 2009 relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics, la copie de sauvegarde ne sera ouverte que si un programme informatique malveillant est détecté dans le dossier électronique déposé sur la plateforme de dématérialisation.

Article 9 – Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires qui seraient nécessaires aux candidats au cours de leur étude doivent être demandés au plus tard 6 jours calendaires avant la date limite de remise des plis, via la plateforme de dématérialisation.

Il est donc important de s'identifier avec un compte et une adresse mail valide sur la plateforme Place afin de recevoir l'ensemble des alertes et communications au cours de la procédure.

Mode de transmission des réponses aux demandes de renseignements complémentaires :

Les renseignements complémentaires sur le dossier de consultation seront envoyés par le Cnap 6 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres via la plateforme.

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours : Tribunal administratif de Paris.

Article 10 - Compréhension du dossier

Les candidats sont tenus de signaler par écrit, dès qu'ils les rencontrent, toutes difficultés d'interprétation et toutes discordances qui pourraient exister entre les différentes pièces écrites et les prescriptions des règlements ou encore les particularités des prestations à réaliser d'autre part (discordances pouvant nuire à leur parfaite réalisation).

Aucune réclamation pour mauvaise compréhension du dossier de consultation ne sera acceptée.

ANNEXE

TRAME DE RÉFÉRENCE POUR LE MÉMOIRE TECHNIQUE

Introduction

Le candidat doit indiquer explicitement le lot sur lequel il se positionne.

I. Présentation technique et méthodologique

1.1. Méthodologie pour la prise en charge des œuvres

Le candidat devra présenter la méthodologie générale de travail dans le cadre d'une intervention de conservation – restauration.

Le candidat devra joindre 2 rapports de restauration (maximum) sur des œuvres de collection Musées de France ou équivalent, hors Cnap, en rapport avec le lot choisi. À défaut, le candidat pourra joindre un rapport type de restauration.

1.2. Composition et compétences de l'équipe dédiée à l'accord – cadre

Le candidat devra joindre les CV détaillés des membres de l'équipe et désigner le mandataire et son adjoint expressément.

Le candidat devra présenter les professionnels, autre que conservateur – restaurateur, dont il pourrait s'entourer en joignant les CV et les expériences.

1.3. Organisation et logistique

Le candidat devra faire une présentation organisationnelle de l'équipe en précisant les rôles du mandataire et de son adjoint notamment.

Le candidat pourra apporter des détails sur l'organisation et la répartition du travail notamment lors d'opérations simultanées, d'urgence ou de traitement de masse, mais aussi s'il utilise des outils de gestion et de suivi spécifique.

1.4. Appréciation qualitative de l'équipement

Le candidat devra apporter des éléments descriptifs des ateliers des membres de l'équipe ainsi que les conditions de sûreté, sécurité et de conservation.

II. Développement durable

Le candidat devra détailler les mesures et les recherches de son groupement en termes de développement durable.

III. Prix et BPU

Le candidat devra fournir en annexe le BPU rempli, daté et signé.